

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010409 – AMR 23/064/01

Action complémentaire sur l'AU 138/01 (AMR 23/057/01 du 5 juin 2001)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITION » PRÉSUMÉE

**COLOMBIE Kimy Pernia Domico (h)
les autres membres des communautés d'Embera Katío établies le long des rivières Sinú et Verde, dans le département de Córdoba**

Londres, le 27 juin 2001

D'après les informations recueillies, un autre dirigeant indigène a été enlevé et tué par des paramilitaires soutenus par l'armée, après avoir mené campagne pour que Kimy Pernia Domico soit libéré sain et sauf. Les communautés d'Embera Katío du département de Córdoba sont en grand danger.

Pedro Alirio Domico était le gouverneur de la réserve indigène du Río Esmeralda, dans la municipalité de Tierralta. Il a participé à une manifestation d'indigènes organisée à Tierralta pour demander que Kimy Pernia Domico, qui a été enlevé le 2 juin, soit relâché sain et sauf. Il faisait également partie d'un groupe de dirigeants indigènes qui a rencontré le ministre de l'Intérieur et le gouverneur du département de Córdoba, afin de débattre avec les autorités des mesures à prendre pour protéger les communautés d'Embera Katío établies dans ce département.

Selon certaines sources, Pedro Alirio Domico a été enlevé par les *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie) au cours du week-end des 23 et 24 juin. Son corps aurait été découvert le 26 juin à Tierralta. Avant qu'il ne soit tué, il avait été accusé de collaboration avec la guérilla. Il est fréquent que les personnes faisant l'objet de telles accusations soient enlevées ou tuées par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires.

Ces dernières années, plusieurs communautés d'Embera Katío militant contre la construction du barrage d'Urrá, qui menace une bonne partie de leurs terres ancestrales, ont été prises pour cibles par des formations paramilitaires opérant de concert avec les forces de sécurité. Par ailleurs, des dirigeants de ces communautés ont été tués par la guérilla, qui les accusait de prêter main forte aux paramilitaires ou aux forces de sécurité.

On ignore toujours tout du sort de Kimy Pernia Domico.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / lettre express / lettre par avion (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par les informations selon lesquelles le dirigeant indigène Pedro Alirio Domico a été tué, apparemment par des paramilitaires soutenus par l'armée, et exhortez les autorités à ordonner l'ouverture d'une enquête exhaustive et impartiale sur cet homicide, à en rendre publiques les conclusions, et à traduire en justice tous les responsables présumés ;
- déclarez-vous inquiet quant à la sécurité de Kimy Pernia Domico, dont on est sans nouvelles depuis qu'il a été enlevé le 2 juin 2001 ;
- demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit ouverte afin de déterminer où se trouve cet homme, et qu'il soit immédiatement remis en liberté s'il est en détention ;
- exhortez les autorités à traduire en justice les responsables présumés de l'enlèvement de Kimy Pernia Domico ;
- dites-vous préoccupé par la sécurité des autres membres des communautés d'Embera Katío établies le long des rivières Sinú et Verde, et engagez les autorités à prendre toutes les mesures jugées nécessaires par ces personnes pour les protéger contre les attaques des groupes paramilitaires et des mouvements de guérilla ;
- demandez instamment que tous les responsables présumés des « disparitions » et des homicides signalés dans la région soient déférés à la justice ;
- exhortez les autorités à mener une enquête exhaustive et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les formations paramilitaires qui opèrent dans le département de Córdoba, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à traduire en justice les sympathisants et les membres présumés de ces groupes ;
- appelez les autorités à prendre sans délai des mesures en vue de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations formulées par les Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Andrés Pastrana Arango
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie

Fax : + 571 336 2109 / 337 1351

Formule d'appel : *Excmo Sr. Presidente, / Monsieur le Président de la République,*

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Armando Estrada Villa
Ministro del Interior
Ministerio del Interior, Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Ministro Interior, Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 341 9583 / 334 3960 / 286 8025 / 342 3201 / 281 5884

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Defensor del Pueblo (médiateur) :

Dr. José Fernando Castro Caicedo
Defensor del Pueblo
Defensoría del Pueblo, Calle 55, No. 10-32/46
Santafé de Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 8 AOÛT 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire]:

Dr. Alfonso Gómez Méndez
Fiscal General de la Nación
Fiscalía General de la Nación
Diagonal 22B 5201, Apartado Aéreo 29855
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Fiscal General, Bogotá, Colombie

Fax : + 571 570 2022 (Si un correspondant vous répond, demandez : « *Fax, por favor* », et attendez la tonalité du fax.)

Formule d'appel : *Estimado Dr., / Monsieur,*

Gouverneur du département de Córdoba :

Sr. Jesús María López Gómez
Gobernador del Departamento de Córdoba
Gobernación de Córdoba
Palacio de Nain, Calle 27, No. 3-28, P-3,
Montería, Córdoba, Colombie

Télégrammes : Gobernador de Córdoba, Montería, Colombie

Fax : + 57 47 826060 / 823729

Formule d'appel : *Sr. Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*